Dire à l'Union européenne « Stop aux expositions aux perturbateurs endocriniens » devient facile avec un outil proposé par des ONG

Communiqué de la Coalition pour une Europe sans perturbateurs endocriniens

mardi 9 décembre 2014

Sommaire de cet article

- La santé publique avant les bénéfices économiques
- Qu'est-ce qu'un impact sur la santé ?
- La campagne
- Contacts

La coalition EDC-Free Europe (Coalition pour une Europe sans perturbateurs endocriniens) dont Adéquations est membre, vient de lancer une plateforme en ligne destinée au grand public pour « *Dire NON aux perturbateurs endocriniens* ». La plateforme permet à chacun de demander à la Commission européenne de "*faire disparaître les perturbateurs endocriniens de nos vies pour protéger la santé*", en leur donnant la possibilité de répondre à une consultation publique de l'UE [1].

La Commission européenne a manqué l'échéance de décembre 2013 fixée pour l'adoption de critères permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens (PE) [2], à cause d'un lobbying intense mené de la part d'industriels des pesticides et de la chimie. Cependant, une consultation publique vient d'être lancée pour recueillir l'avis des citoyens [3].

« *Cette consultation est une opportunité : elle intervient alors que la Ministre de l'Ecologie Ségolène Royal s'est engagée tout récemment lors de la Conférence environnementale à demander à l'Union européenne d'accélérer les travaux sur une définition des perturbateurs endocriniens lors du prochain Conseil des Ministres Environnement des 28, le 17 décembre prochain* [4] », estime Elisabeth Ruffinengo, responsable plaidoyer pour WECF France. Grâce à la plateforme, il est facile pour les citoyens européens et toute personne intéressée de prendre part à cette consultation sur ce sujet important qui concerne à la fois la santé publique, l'environnement, les écosystèmes et l'avenir des générations futures.

La santé publique avant les bénéfices économiques

Les questions posées dans la consultation sont très techniques et sont orientées vers les conséquences du choix de telle ou telle définition des perturbateurs endocriniens sur le secteur industriel. Des ONG de toute l'Europe ont travaillé ensemble pour aider les citoyens à exprimer leurs inquiétudes sur le sujet. Une meilleure réglementation des PE commence par une identification qui reflète de manière pertinente les données scientifiques et qui englobe tous les PE auxquels les populations et les écosystèmes sont exposés.

Décider ce qui est PE ou non doit se faire sur la base des impacts sur la santé plutôt que des coûts pour l'industrie. « *Alors qu'il est plus facile d'identifier les coûts industriels à court terme, les bénéfices à long terme pour la santé et l'environnement d'une réglementation sont souvent impossibles à quantifier, et en conséquence ignorés, ce qui entraîne un déséquilibre en faveur des intérêts à court terme de l'industrie* », précise André Cicolella, président du Réseau Environnement Santé.

Les dépenses de santé associées à l'exposition aux perturbateurs endocriniens en Europe sont en effet probablement très importantes, avec une estimation initiale réalisée par la *Health and Environment Alliance* (HEAL) de près de 31 milliards d'euros annuels. Plus récemment, le *Nordic Council* a publié un rapport similaire sur les seuls troubles de la reproduction masculins, qui fait état de 1200 millions d'euros de coûts chaque année [5].

La plateforme en ligne aide à porter la voix des citoyens qui veulent envoyer un message fort à la Commission européenne en demandant le retrait du marché des perturbateurs endocriniens. Comme l'explique Genon K. Jensen, membre du secrétariat de la coalition EDC-Free Europe : " *Il ne s'agit pas d'un quelconque problème technique – mais plutôt du lieu où commence la protection de la santé. Faire le mauvais choix dans les critères signifierait que la Commission européenne ne travaillerait ni dans le sens de l'intérêt public, ni dans celui de l'industrie. Identifier et retirer du marché les produits chimiques qui ont des propriétés de perturbation endocrinienne c'est stimuler l'innovation et la compétitivité à la fois dans l'industrie chimique européenne, le secteur agricole et au-delà.* "

Qu'est-ce qu'un impact sur la santé ?

Il existe des preuves scientifiques sur les liens entre expositions aux PE et progression alarmante des taux de cancers hormono-dépendants - comme le cancer du sein ou des testicules – du diabète, de l'obésité, des troubles de la fertilité, de l'apprentissage ou du comportement chez les enfants. Pour l'Organisation Mondiale de la Santé, les perturbateurs endocriniens sont une « *menace globale* » [6].

L'homme et les écosystèmes sont exposés en continu à ces substances chimiques présentes dans de nombreux produits d'usage quotidien comme les emballages alimentaires, les cosmétiques, les équipements électroniques et les produits biocides dont des désinfectants. Les PE présents dans les pesticides utilisés sur des terres agricoles finissent eux dans notre assiette [7]. Selon François Veillerette, porte-parole de Générations Futures : « *L'enjeu est majeur, parce que l'Union européenne (UE) sera le premier groupe d'Etats dans le monde à établir des critères officiels pour identifier des perturbateurs endocriniens. Il existe déjà dans L'UE des réglementations pour interdire l'usage des pesticides et biocides PE lorsqu'ils seront identifiés* ».

La campagne

La coalition EDC-Free Europe agit pour obtenir une interdiction des PE dans l'Union européenne. Elle fournit des informations indépendantes aux citoyens et aux pouvoirs publics sur l'exposition aux PE et accompagne le grand public pour faire en sorte que ces produits chimiques sont identifiés et retirés du marché.

Pour les membres de la Coalition EDC-Free Europe, la participation d'un maximum de citoyens inquiets sur ce sujet à la consultation publique est une étape importante pour assurer la transition vers une Europe sans PE dans un processus transparent qui place la santé au cœur du débat.

"*A l'heure où les enfants vont se contaminer aux phtalates et au BPA en s'amusant avec leurs jouets de Noël en plastique, les professionnels de la santé comme les citoyens doivent se mobiliser pour poser les jalons d'une hygiène chimique quasiment à inventer*", conclut Joël Spiroux de Vendômois, médecin généraliste et président du CRIIGEN.

Contacts :

- Nadine Lauverjat, Générations Futures